Séance publique du 21 janvier 2008

Délibération n° 2008-4730

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Avis de la Communauté urbaine sur le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) de l'Est lyonnais**

service : Direction générale - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 2 janvier 2008, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le contexte

D'une superficie d'environ 400 kilomètres carrés, le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) de l'Est lyonnais concerne 31 Communes (26 dans le Rhône, 5 en Isère). Sa délimitation correspond à l'ensemble hydrogéologique cohérent formé par la nappe de l'Est lyonnais.

La nappe de l'Est lyonnais est formée dans son ensemble de trois couloirs fluvio-glaciaires (de Meyzieu, Décines Charpieu et Heyrieux) où l'eau s'écoule de façon privilégiée suivant une direction générale sud-est-nord-ouest. Elle trouve son exutoire dans la nappe alluviale du Rhône. La nappe de l'Est lyonnais est alimentée principalement par l'infiltration des eaux de pluie.

Une autre nappe, dite de la molasse, est située sous la nappe de l'Est lyonnais. Son étendue dépasse largement les limites du périmètre du Sage, mais dans l'Est lyonnais elle est presque intégralement captive et l'eau y circule très lentement.

Son sens d'écoulement est très proche de celui des couloirs fluvio-glaciaires. Il semble que cette nappe soit très peu réalimentée dans le territoire du Sage.

Du fait de sa vulnérabilité et des pressions liées aux activités humaines, la nappe de l'Est lyonnais est touchée :

- par une pollution généralisée aux nitrates (teneurs supérieures à 25 milligrammes par litre, voire même supérieures à 50 milligrammes par litre dans certains secteurs),

- par une pollution aux solvants chlorés, significative d'un bruit de fond des zones urbanisées (quelques µg par litre) et à des concentrations plus importantes (supérieures à 10 µg par litre) au niveau des grandes zones industrielles. La nappe de la molasse semble globalement de bonne qualité, bien que la Communauté urbaine manque encore, à l'heure actuelle, de données analytiques.

La nappe de l'Est lyonnais est très sollicitée : près de 22 millions de mètres cubes sont prélevés chaque année, consacrés pour 45 % aux usages agricoles, 43 % à l'industrie, 12 % à l'alimentation en eau potable. Entre 1995 et 2005, les niveaux de la nappe ne présentent pas d'évolutions significatives à l'échelle interannuelle. Toutefois, localement, on observe de fortes variations saisonnières et des répartitions d'usages déséquilibrés par rapport à l'usage patrimonial en eau potable. En outre, des situations de sécheresse répétées depuis 2003 conduisent à s'interroger sur la sécurité des approvisionnements dans certains secteurs en période estivale.

Exutoire des couloirs de Décines Charpieu et Meyzieu, la nappe du Rhône est le siège des champs captants d'alimentation en eau potable de la Communauté urbaine.

La nappe de la molasse est encore peu sollicitée (1 million de mètres cubes par an), mais les prélèvements qui y sont effectués concernent uniquement des usages industriels et agricoles.

La situation de l'alimentation en eau potable est aujourd'hui globalement satisfaisante : la ressource de l'agglomération est mobilisée en quantité suffisante et les structures de distribution (Communauté urbaine, syndicat intercommunal d'eau potable de l'Est lyonnais, syndicat de production d'eau du nord-ouest Isère, syndicat intercommunal des eaux Marennes-Chaponnay, syndicat intercommunal des eaux Communay et région, communes d'Heyrieux et de Colombier-Saugnieu), avec ou sans interconnexion d'achat ou de vente, permettent de fournir une eau qui respecte les normes de qualité.

Toutefois, cette situation ne doit pas masquer la vulnérabilité importante de la ressource face aux pollutions diverses, le manque de ressources de substitution et, d'une façon générale, la difficulté de conserver les captages existants face aux pressions anthropiques croissantes.

Bien qu'assez peu présents dans le périmètre du Sage, les cours d'eau et les zones humides, dont le fonctionnement est intimement lié aux eaux souterraines, subissent aussi des menaces et représentent un patrimoine à ne pas négliger.

L'Est lyonnais est un territoire marqué par une forte urbanisation et un fort potentiel, en imbrication avec d'importants pôles d'activités industrielles et des infrastructures de transport denses. La moitié du territoire du Sage est consacrée aux activités agricoles avec une dominante de céréaliculture.

Dans ce contexte, d'autant plus délicat que les nappes souffrent d'un manque de visibilité, le Sage doit gérer la contradiction entre un développement économique et urbain consommateur d'espace et de ressources en eau et un enjeu patrimonial d'alimentation en eau potable qui passe par une maîtrise des prélèvements et rejets et par une préservation de l'espace.

Le projet de Sage

Le Sage Est lyonnais est un dossier constitué de trois documents distincts et complémentaires :

- le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) de la ressource en eau des milieux aquatiques : c'est le document principal. Il expose la stratégie retenue pour le territoire à la suite d'un important travail de concertation au sein des groupes de travail du Sage. Pour chaque grande orientation du Sage, une liste d'objectifs est définie.

Ces objectifs sont eux-mêmes déclinés en une série d'actions, de prescriptions ou de recommandations. Les modalités de mise en œuvre concrètes des actions préconisées sont précisées dans des fiches-actions annexées au PAGD ;

- le règlement : il isole dans un document bien identifié les prescriptions réglementaires du Sage (et les documents cartographiques associés) ;
- une plaquette de synthèse.

La Commission locale de l'eau (CLE), composée de 48 membres titulaires (élus, usagers, Etat) dont six élus communautaires, a été instituée par arrêté préfectoral du 14 mars 2002. Les études d'élaboration du Sage ont commencé en 2003. Trois grandes étapes ont marqué cette élaboration technique entre 2003 et 2007 :

- l'état des lieux et le diagnostic du territoire de l'Est lyonnais, validé le 19 mai 2005.

Cette étape a permis de dresser un constat de l'état de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ainsi que de leurs usages sur le périmètre du Sage ;

- les évolutions tendancielle et la définition de la stratégie, validée le 10 juillet 2006.

Cette étape a consisté en la définition d'un scénario tendanciel d'évolution des milieux et usages, puis des différents enjeux et objectifs pour garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau ;

- la rédaction du projet de Sage, validé par la CLE le 12 juillet 2007.

Cette étape a consisté à établir le projet de Sage final, sur la base de la stratégie décidée par les acteurs locaux.

Les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives (Etat, collectivités locales et leurs groupements, établissements publics) doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le PAGD. Le règlement et ses cartes sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activités mentionnés à l'article L 214-2 du code de l'environnement, c'est-à-dire les activités soumises à déclaration ou autorisation au titre de la police de l'eau.

Les documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale (Scot), plan local d'urbanisme (PLU), cartes communales) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le Sage.

Le projet de Sage arrêté par la CLE est soumis à l'avis des conseils régionaux, des conseils généraux, des Communes et de leurs groupements compétents (la communauté urbaine de Lyon), des chambres consulaires. Faute de réponse dans les quatre mois à compter du jour de la mise en consultation, ces avis sont réputés favorables.

Le projet de Sage est également soumis pour avis au comité de Bassin.

Après avoir été éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, il est alors soumis à enquête publique. A l'issue de l'enquête publique prévue en 2008, il sera éventuellement amendé pour tenir compte des observations, puis approuvé par le préfet.

Les grandes orientations du Sage

La stratégie du Sage dans son ensemble porte une finalité particulière : la protection de la ressource en eau potable. Cette orientation majeure et primordiale découle du statut de réserve patrimoniale de la nappe de l'Est lyonnais, inscrit au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée Corse.

Trois autres orientations concourent, ensemble, à cette finalité :

- reconquérir et préserver la qualité des eaux,
- adopter une gestion quantitative durable de la ressource en eau,
- bien gérer les milieux aquatiques superficiels (zones humides et cours d'eau).

Enfin, deux orientations transversales viennent compléter le Sage :

- sensibiliser les acteurs de l'eau (directs ou indirects) du territoire.

Il s'agit ici d'un objectif transversal permettant, par des actions de communication et de sensibilisation sur les enjeux, la protection et la vulnérabilité de la ressource, de renforcer les orientations générales ci-dessus ;

- mettre en œuvre le Sage et le conduire de façon durable. Il s'agit de définir politiquement et d'engager les moyens financiers, humains et techniques permettant d'appliquer concrètement et sur le terrain la stratégie du Sage. Cela constitue sans doute une condition *sine qua non* de la réalisation du Sage et de la capacité des acteurs du territoire à atteindre les objectifs qu'ils ont fixés.

Les objectifs et actions du Sage

A chacune des grandes orientations du Sage correspondent plusieurs objectifs, eux-mêmes déclinés en actions permettant de les atteindre.

Le PAGD regroupe soixante-treize actions, synthétisées dans le document ci-après annexé. Onze sont reprises dans le règlement.

Ces actions sont de plusieurs types : simples recommandations ou rappels à l'application de la réglementation, prescriptions réglementaires, et enfin gestion, aménagement, communication, amélioration de la connaissance. Le démarrage de la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions sera effectif dès l'approbation finale du Sage.

L'évaluation économique du Sage

Un chapitre du PAGD propose une évaluation économique et financière du Sage de l'Est lyonnais.

Le coût total des actions est ainsi évalué sur une dizaine d'années. Cette donnée doit être maniée avec la plus grande prudence : certaines actions sont très difficilement quantifiables, d'autres définies de façon large en raison de la nature du Sage (planification), certains coûts peuvent être compris dans le budget existant de maîtres d'ouvrage potentiels. A titre indicatif, le total des actions s'élève très approximativement à 1,5 M€ par an en moyenne (ce montant sera plutôt supérieur à cette moyenne les premières années, inférieur les dernières années).

En outre, quelques analyses de cas permettant d'illustrer la notion de coût/bénéfices induits par la conduite d'actions liées à l'eau ont été réalisées. Toutefois, l'exhaustivité de ce type de démarche est pour l'instant illusoire à l'échelle du Sage : l'évaluation des bénéfices environnementaux est, en effet, un exercice délicat. Des méthodes existent mais nécessitent encore des consolidations pour assurer leur fiabilité. Les résultats montrent en tout cas l'intérêt d'afficher ces bénéfices dont beaucoup sont qualifiés de non marchands.

Les objectifs et actions du Sage sont cohérents avec les axes stratégiques pour l'alimentation en eau potable de l'agglomération définis dans la délibération du 14 février 2005 et les préconisations du document technique : le schéma général d'alimentation en eau potable 2005-2020.

Circuit décisionnel : ce dossier a reçu l'avis favorable du Bureau le 10 décembre 2007 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Donne un avis favorable au projet de Sage de l'Est lyonnais.

2° - Confirme le département du Rhône comme structure porteuse de la commission locale de l'eau (CLE) et de la maîtrise d'ouvrage de l'animation nécessaire à la mise en œuvre des actions. Une délibération particulière à venir décidera des modalités d'intervention entre la Communauté urbaine et le Département au moyen d'une convention-cadre 2008-2010.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,